

A

(N° 286.)

Chambre des Représentants.

SESSION 1841 — 1842.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 3.

M. HUVENERS, 1^{er} Rapporteur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|------------------------------|---------------------------------------|---|
| 1. | 237. | Par pétition datée de Bruxelles, le 26 janvier 1842,
Le sieur Snel, ex-officier de la réserve, adresse des réclamations contre l'arrêté du 6 décembre 1839, diminuant la solde. — Concl. — Ordre du jour. |
| 2. | 239. | Par pétition datée de Schaerbeek, le 24 janvier 1842,
Le sieur Beys, ancien capitaine congédié, avec une indemnité de six mois de solde, demande une pension, ou d'être mis à la demi-solde. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre. |
| 3. | 293. | Par pétition sans date,
Le sieur Jean-Baptiste Pools, ancien militaire, à Woluwe-St-Pierre, ayant obtenu du gouvernement français, en 1813, une pension de fr. 100, demande que cette pension lui soit continuée. — Concl. comme pour la précédente. |
| 4. | 299. | Par pétition datée de Jodoigne, le 13 janvier 1842,
Le sieur Michel, ex-officier au service de France, pensionné en 1825, demande une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour. |
| 5. | 300. | Par pétition datée de Boom, le 8 février 1842,
Le sieur De Cuyper, milicien de 1838, incorporé dans le |

- 7^e régiment de ligne et passé le 15 novembre suivant, dans la marine royale, ayant contracté des infirmités au service, demande une pension. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des affaires étrangères et de la marine.
6. 330. Par pétition en date du 18 février 1842,
L'administration communale de Wanfercée - Baullet, adresse des observations sur la loi relative à la milice. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
7. 336. Par pétition datée de Bruxelles, le 31 janvier 1842,
Le sieur Callens, blessé de septembre, demande une pension ou une indemnité. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
8. 357. Par pétition datée de Bruxelles, le 26 février 1842,
La dame veuve Verbeeck, ayant remplacé au service le milicien de Gronckel, de Merchten, par le nommé Deroover, qui a été accepté par le conseil provincial du Brabant, et renvoyé du corps pour infirmités non contractées au service, demande à être dispensé de fournir un autre remplaçant. — Concl. —
9. 358. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 février 1842,
Le sieur Jean Arnould, de Bruxelles, réclame l'indemnité de 200 fr. à laquelle il prétend avoir droit comme blessé de septembre. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
10. 359. Par pétition en date du 25 février 1842,
L'administration communale de Villers-Sainte-Geztrude, demande que cette commune fasse partie de la province de Liège. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la circonscription cantonale.
11. 360. Par pétition datée de Hermalle, le 20 février 1842,
La dame veuve Doucet, dont le fils a été exempté du service de la milice, en 1838 et 1839, comme fils aîné de veuve pourvoyant, réclame contre une décision du conseil de milice de 1840, par laquelle son fils a été désigné pour le service. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
12. 370. Par pétition datée de Maeseyck, le 1^{er} mars 1842,
Le sieur Rowet, ex-préposé des douanes, demande l'intervention de la Chambre pour obtenir une augmentation de pension sur la caisse de retraite. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

13.	389.
-----	------

Par pétition datée de Bruxelles, le 29 janvier 1842.

Le sieur C. Dever, ancien géomètre du cadastre, ex-lieutenant, officier-payeur aux gardes civiques, demande l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension, à raison de ses anciens services. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

14.	390.
-----	------

Par pétition sans date,

Le sieur Joseph Tournay, soldat congédié, blessé au service et décoré de la croix de fer, demande une pension ou un secours. — Concl. comme pour la précédente.

15.	391.
-----	------

Par pétition en date du 5 mars 1842,

Le sieur François Peeters, plafonneur, à Louvain, blessé à Anvers en 1830, décoré de la croix de fer, demande une pension, qu'il prétend n'avoir pu obtenir jusqu'ici parce qu'on a abusivement fourni sur son compte des renseignements qui se rapportent à son frère. — Concl. comme pour la précédente.

16.	397.
-----	------

Par pétition datée de Bruxelles, le 4 mars 1842,

La dame E. Dirickx, veuve du sieur De Beze, décédé par suite de blessures reçues en septembre 1830, et qui, à ce titre, jouissait d'une pension de 465 fr., demande l'intervention de la Chambre pour que ses deux enfants obtiennent une pension. — Concl. comme pour la précédente.

17.	400.
-----	------

Par pétition datée de Bruges, le 7 mars 1842,

Le sieur Torreborre-Janssens, directeur du service des barques entre Bruges et Gaud, renouvelle sa demande d'une indemnité pour les pertes énormes qu'il a essuyées par l'établissement du chemin de fer. — Concl. — Dépôt au bureau de renseignements.

18.	429.
-----	------

Par pétition datée d'Anvers.

Des militaires pensionnés sous le gouvernement précédent, pour cause de cécité, demandent que leur pension soit portée au taux fixé par la nouvelle loi sur les pensions militaires. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

19.	431.
-----	------

Par pétition datée de Lanaeken, le 15 mars 1842,

Le sieur Van Ruymbcke, ancien employé, jouissant à ce titre d'une pension, demande un secours. — Concl. — Ordre du jour.

20.	
-----	--

Par pétition datée de Mons, le 24 janvier 1842,

La dame veuve Laublin demande à jouir de la pension ou d'une partie de la pension accordée à feu son mari, pour

cause de blessures graves reçues à l'attaque de la porte de Nimy, à Mons, en septembre 1830. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

21. 460. Par pétition datée de Vilvorde, le 22 mars 1842,
Le sieur Wiémé, capitaine pensionné, demande que sa pension soit augmentée. — Concl. — Ordre du jour.
22. 462. Par pétition datée de Bruges, le 4 avril 1842,
Le sieur Moerloose, directeur du service des barques entre Gand et Bruges, demande une indemnité pour les pertes qu'il a essuyées par l'établissement du chemin de fer. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
23. 464. Par pétition datée de Gand, le 6 avril 1842,
Le sieur D'Hertefelt, sergent au 2^e régiment de chasseurs à pied, demande qu'il lui soit accordé une dispense d'âge pour entrer à l'école militaire. — Concl. — Dépôt au bureau de renseignements.

M. DE ROO, 2^e Rapporteur.

24. 290. Par pétition datée de Huppaye-Molenbaix, le 4 février 1842,
Des maîtres de carrières à grés demandent la construction de la route décrétée de Wavre à Hannut. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics.
25. 292. Par pétition datée de Mariembourg, le 1^{er} février 1842,
Le sieur Parfait-Pinget demande que les villes interviennent pour une part dans la construction des chemins vicinaux. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
26. 342. Par pétition datée d'Ixelles, le 24 février 1842,
Le sieur J.-J.-M. Incolle adresse à la Chambre des observations sur les difficultés que rencontrent les concessionnaires de routes pour réunir des capitaux, et demande, comme moyen d'y remédier, que la loi déclare une concession temporaire *propriété immobilière*, et susceptible d'être hypothéquée. — Concl. — Renvoi aux ministres des travaux publics et de la justice.
27. 343. Par pétition datée de Turbise,
Des habitants de diverses communes du Hainaut adressent des observations relatives à la ligne du chemin de fer projetée de Tournai à celle du Midi.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions | |
|------------------------------|--------------------------------------|---|
| 28. | 399. | Par pétition datée de Reckem, le 2 mars 1842,
Des négociants, fabricants, boulangers, cabaretiers, meuniers, marchands de lin et voituriers de la commune de Reckem, adressent des observations sur la direction à suivre de la route pavée projetée de Menin à Mouscron. — Concl. — Renvoi des deux pétitions qui précèdent au ministre des travaux publics. |
| 29. | 411. | Par deux pétitions datées de Farciennes et Châtelet, le 1 ^{er} mars et 27 février,
Des propriétaires et cultivateurs demandent que le droit de péage sur les canaux soit supprimé ou tout au moins diminué sensiblement pour le transport des engrais et récoltes. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur. |
| 30. | 419 | Par 2 pétitions en date du 10 mars 1842,
Les bourgmestres des communes de La Plaigne et Perronne se plaignent des inondations dont souffrent ces communes, et demandent que les travaux pour l'écoulement des eaux, commencés à Tournai et Antoing, soient immédiatement repris, en exécutant jusqu'à la mer tous les travaux nécessaires au dessèchement. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 31. | 421. | Par pétition en date du 11 mars 1842,
Le conseil communal de Lillo renouvelle sa demande d'intervention de la Chambre pour obtenir du gouvernement la prompte exécution du réendiguement du poldre de Lillo, devenu encore plus urgent par suite de l'ouragan du 10 mars dernier. — Concl. comme pour la précédente. |
| 32. | 423. | Par pétition datée de Bruxelles, le 3 février 1842,
Des instituteurs et institutrices, maîtres et maîtresses de pension de Bruxelles et des environs, réclament contre l'arrêté royal du 21 février 1823, qui anéantit les dispositions de la loi du 28 juin 1822, exemptant de la contribution personnelle, d'après les 4 premières bases, les écoles et établissements publics d'instruction. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 33. | 435. | Par pétition datée de Autryve, le 22 janvier 1842,
Le sieur P.-J.-A. Dumortier, propriétaire, réclame contre la coupure d'un nouveau lit de l'Escaut sur le territoire de la commune d'Escanaffles, pour la construction d'un barrage sur l'Escaut, dans la commune d'Autryve, et demande que, dans le cas d'exécution, M. le ministre soit autorisé à lui accorder une juste indemnité. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 34. | 436. | Par pétition datée de Wainage, le 11 mars 1842,
Le sieur Bayot, directeur du charbonnage de la Remise |

- du Roton, et le sieur De la Hamaide, administrateur du charbonnage du Petit-Try, demandent que la Chambre prenne une décision pour obliger les concessionnaires de la route du Wainage au Mazy, à en achever de suite l'empierrement. — Concl. comme pour la précédente.
35. 437. Par 3 pétitions datées de Presles, Montigny-sur-Sambre, Pont-de-Loup, le 8, 5 et 1^{er} mars 1842,
- Des propriétaires et cultivateurs demandent que l'on apporte des modifications au tarif des droits de péage établis sur les canaux de la province, en ce qui concerne le transport des engrais et des récoltes. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
36. 459. Par deux pétitions, en date du 10 et 15 mars 1842,
- Les conseils communaux de Lambusart et de Wanfercée-Baulet demandent l'achèvement de la route du Wainage au Mazy.
37. 461. Par pétition datée de Perwez, le 20 mars 1842,
- Les conseils communaux de plusieurs communes du canton de Perwez, adressent des observations à l'appui de la pétition du conseil communal de Wavre, réclamant la construction d'une route pavée de la capitale à la ville de Huy. — Concl. — Renvoi des deux pétitions qui précèdent au ministre des travaux publics.
-
- M. ZOUDE, 3^e rapporteur.**
38. 294. Par pétition sans date,
- Des pharmaciens des cantons de St-Trond et de Looz (Limbourg), demandent la révision de la législation actuelle sur la pharmacie.
39. 368. Par pétition en date du 20 février 1842,
- Des médecins de Tournai demandent qu'il soit défendu aux médecins de l'armée de pratiquer pour le civil.
40. 465. Par pétition datée de Liège, le 28 mars 1842,
- Plusieurs médecins de campagne de la province de Liège demandent le maintien de la loi du 12 mars 1818, en ce qui regarde la faculté accordée aux médecins de campagne, de fournir des médicaments à leurs malades, faculté dont plusieurs pharmaciens ont demandé l'abolition.

41. 485. Par pétition datée de Stavelot, le 4 août 1842.

Plusieurs pharmaciens de la province de Liège demandent l'abrogation de la loi qui autorise les médecins du plat pays à vendre des médicaments. — Concl. — Renvoi des quatre pétitions qui précèdent à M. le ministre de l'intérieur.

42. 351. Par pétition datée de Loxbergen, le 25 janvier 1842,

Des habitants des hameaux de Loxbergen, Kleyn Vrankryk, Reynrode, Blekkom et Hontsum, dépendant de la commune de Haelen, province de Limbourg, demandent que ces hameaux soient érigés en commune distincte sous le nom de Loxbergen. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

43. 356. Par pétition datée d'Anvers, le 24 février 1842,

Le sieur De Wael-Cambier, demande de nouveau que des modifications soient apportées au tarif des douanes, en ce qui concerne l'entrée des baleines fabriquées. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
